

Table-ronde état-collectivités-associations du 6 janvier 2011 concernant les habitants roumains de culture rom de l'agglomération nantaise

Le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise a participé jeudi 6 janvier à la réunion en Préfecture, entre le Préfet et des responsables des services de l'État, le Député-Maire, Président de Nantes Métropole, le Président du Conseil Général, des élus communautaires et du CG, les Maires d'Indre et Bouguenais et un conseiller municipal, adjoint au Maire de Saint-Herblain, le député de Rezé.

Le Collectif Romeurope remercie l'ensemble des participants à cette réunion que nous réclamions depuis plusieurs années.

De cette rencontre, nous retenons plusieurs points positifs :

- les habitants roumains de culture rom, à travers la parole de leurs représentants, ont pu exprimer directement auprès des décideurs publics leur désir d'intégration et la réalité de cette intégration dans notre agglomération, de montrer combien la stabilisation des familles (comprendre l'arrêt des expulsions et de l'hostilité administrative) était porteuse d'une intégration ordinaire et de projets de vie dynamiques dans une métropole européenne attractive ;
- le constat partagé par les élus présents de l'absurdité du « statut transitoire » de la Roumanie et de la Bulgarie (jusqu'au 1er janvier 2014), qui autorise la libre circulation des personnes sans autoriser librement l'accès à tout ce qui permet une vie professionnelle et familiale autonome ;
- le constat d'un engagement de trois communes de l'agglomération nantaise visant à l'accueil et l'insertion d'un certain nombre de familles précaires (terrains, accompagnement social) ;
- le rappel des acquis importants de la réunion en mairie du 27 septembre dernier : engagement conjoint de Nantes Métropole et du Conseil général d'accompagner toutes les communes qui ont engagé ou engageraient une action d'intégration urbaine des familles précaires

Malgré tout, le Collectif Romeurope souligne également plusieurs points très négatifs fortement défavorables à l'amélioration des conditions de vie des citoyens européens de culture rom.

- la préfecture s'obstine à restreindre considérablement l'accès au droit à travailler des ressortissants roumains et bulgares souvent installés dans l'agglomération depuis plusieurs années ;
- certains élus ont pu justifier le refus de développer une politique publique d'accueil et d'accompagnement social par la crainte d'un hypothétique phénomène « d'appel d'air » qui n'a jamais été démontré ;
- le regard porté sur ces habitants précaires par la plupart des acteurs publics reste très

déficitaire et négatif. Ce regard les maintient nettement à la place d'indésirables fauteurs de trouble.

Nous avons rappelé que l'investissement des familles, des adultes comme des enfants, était bien réel, malgré les handicaps socio-économiques issus du contexte roumain et ceux issus de la vie en bidonville en France. Nous avons maintenant dans l'agglomération nantaise une première génération d'enfants roumains de culture rom parfaitement francophones, scolarisés et possiblement acteurs de scolarités réussies. Doivent-ils repartir en Roumanie ?

De même, nous avons fait observer que les avancées suite à la réunion du 27 septembre restaient théoriques, puisque seules deux nouvelles municipalités ont entrouvert une porte, en procédant à la viabilisation provisoire d'un terrain. Pendant le même temps, plusieurs expulsions avaient lieu ou auront lieu dans les prochaines semaines dans plusieurs communes - déstabilisation, désinsertion des familles, phénomène répétitif et absurde dont témoigne la carte des terrains diffus dans l'agglomération jointe à ce communiqué.

Ainsi, l'action publique positive se trouve entravée et annulée par d'autres décisions politiques qui maintiennent les familles de culture rom en grand danger.

Calendrier, échéances ou rien du tout ?

Un autre rendez-vous en juin prochain a été acté.

D'ici là, des groupes de travail devraient se mettre en place sur certains domaines. Le Collectif a demandé l'ouverture de ces espaces de travail, mais rappelle aux élus des communes de l'agglomération que l'action militante et bénévole a ses limites et ne peut se substituer ni à l'action publique, ni à des services techniques tout à fait responsables, volontaires et compétents.

Le déni d'action à l'échelle locale, comme à l'échelle nationale, nous paraît intenable.

Le Collectif rappelle qu'il demande l'arrêt des expulsions du territoire, l'arrêt des expulsions sans solution des terrains, et l'accès des habitants roms au droit commun de tous les habitants : travail, éducation, santé, prestations sociales, logement. Chacun des acteurs publics, Préfecture, Nantes Métropole, Conseil Général, les communes de l'agglomération, les différents services de l'Etat peut, selon ses compétences, y contribuer. Nous continuerons à les interpeller pour qu'enfin tous les habitants roms de l'agglomération nantaise puissent y vivre dignement.

Restant à votre disposition pour des échanges complémentaires, bien cordialement.

Le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise

romeurope.nantes@gmail.com

<http://collectifromeuropenantes.wordpress.com>